



Editeur: Parti Révolutionnaire Communistes

Pour nous écrire : COMMUNISTES: 27 Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS

Edito

Ensemble travaillons à l'expression, au développement et à l'activité du parti révolutionnaire

Le 9^{ème} congrès de notre parti s'est tenu les 16 et 17 juin dernier. Des décisions ont été prises lors de ce congrès en termes d'orientation, d'activité et d'organisation du travail du parti.

A partir du rapport introductif que vous trouverez *in extenso* sur le site, de nombreuses interventions des délégués ont porté sur l'analyse de la longue période de luttes contre la réforme des retraites et sur toutes celles nombreuses concernant les questions des salaires et l'emploi.

Le constat est double, d'abord et c'est un point fort, face à l'attaque du capital et de son pouvoir politique contre les conquêtes sociales de la classe ouvrière, la riposte des salariés, des jeunes, des retraités a été forte et sur une longue période.

Dans ces luttes, des secteurs importants ont montré une grande combativité traduisant une élévation significative de la conscience de la nature de classe du combat. Pour autant, malgré une opposition et des manifestations massives et répétées, le pouvoir n'a pas reculé. Nous devons avec force susciter et alimenter le débat politique sur les questions stratégiques de la lutte des classes aujourd'hui. Le capital a besoin de maintenir, d'accentuer sa politique en France comme dans le monde. Il faut élever et élargir les luttes

Les débats ont mis en lumière la dimension internationale du combat de classe, d'abord en termes de solidarité, tout particulièrement avec le peuple palestinien soumis à la barbarie d'un État colonial d'apartheid et avec toutes les forces et les peuples qui entendent s'émanciper de la domination du capitalisme, et aussi en termes de convergence des luttes anti-impérialistes tant

les affrontements au sein de l'impérialisme font courir un danger mortel à l'Humanité. C'est dans ce sens et sur la base de nos analyses et participations à des déclarations communes avec de nombreux partis communistes dans le monde que nous avons décidé d'organiser une campagne pour dénoncer la guerre impérialiste en Ukraine et exiger la paix. Cette campagne sera couronnée par une initiative nationale contre l'impérialisme.

Les délégués au congrès ont aussi porté une attention particulière aux problèmes de la jeunesse dont les interrogations sont nombreuses face à une société capitaliste de plus en plus inégalitaire et qui, dans la course aux profits, broie les humains comme la nature. Leurs interrogations que l'on peut traduire par : « Dans quel monde voulons-nous vivre ? » rejoint la perspective révolutionnaire de mettre fin à l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Toutes nos analyses et initiatives n'ont évidemment de sens que si le parti se développe et agit et il doit faire cela avec tous ses adhérents dont le rôle est décisif. C'est pourquoi le Bureau National qui s'est réuni le 1^{er} juillet a été consacré à l'organisation du travail du parti. Les tâches que nous voulons collectivement assumées par le Bureau National et le Comité National correspondent aux orientations de travail dégagées lors de notre 9^{ème} congrès.

Il convient maintenant, ensemble, de travailler à l'expression, au développement et à l'activité du parti. Nous savons que nous pouvons compter sur vous tous.

Pour le Bureau National
Chantal Girardin
Secrétaire Nationale

Soutien au journal Communistes

Nous avons besoin d'un journal pour mener le combat: soutenez financièrement **Communistes** pour nous permettre de développer toujours plus de contenus. Nous ne disposons d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis. **Nous savons que nous pouvons compter sur vous.**

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél perso : _____ *Signature*

E-mail : _____

Je verse la somme* de:

.....€

Chèques* libellés à :

Mandataire financier de Communistes
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement.
66% du montant des sommes versées.

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes
27 Boulevard Saint-Martin- 75003 PARIS

Cette révolte vient de loin. Elle prend racine dans le système d'exploitation capitaliste

Le 27 juin, à la suite d'un refus obtempérer lors d'un contrôle routier à Nanterre, le jeune Nahel de 17 ans est tué à bout portant par le tir d'un policier. Le meurtre est filmé et diffusé sur les réseaux sociaux. Le meurtre ne fait tellement aucun doute que les dirigeants de l'État, pourtant si prompts à couvrir les actes des services de répression, s'emploient rapidement à essayer de déminer le terrain en jugeant que l'acte policier est *inapproprié* et le policier est, fait rarissime, inculpé pour : homicide volontaire!

Ce meurtre soulève une indignation légitime. Il n'est malheureusement pas le premier et s'ajoute aux humiliations que subissent quotidiennement une partie de la jeunesse et tout particulièrement celle issue de l'immigration. Il s'ajoute aux discours de haine proférés par un large spectre des partis politiques et du pouvoir vis-à-vis des immigrés qui s'emploient à valider de nouvelles restrictions de leurs droits.

Cette indignation est l'étincelle qui déclenche des réactions violentes et des affrontements avec les forces de l'ordre dans de nombreuses villes de France. Ces réactions se traduisent par des attaques contre des bâtiments publics (y compris des écoles et des mairies), des centres commerciaux et des magasins ouvrant la voie à des scènes de pillage largement exploitées par tout ce que notre pays compte de *chiens de garde* et de *nouveaux chiens de garde* du système capitaliste. De leur côté, les syndicats policiers Alliance et UNSA sont à la manœuvre et dans un communiqué commun affirment que l'heure : "*n'est pas à l'action syndicale mais au combat contre ces nuisibles*", expression qui suinte le fascisme et qui dénie la qualité d'Homme à ceux qu'ils désignent pour les rejeter dans la partie des animaux qu'il faut éliminer physiquement pour sauver la société. Leur communiqué, comme l'expression de nombreux politiques dénote la peur viscérale des travailleurs, de la jeunesse, de leurs luttes. Le déchaînement est général et nous sommes sommés d'appeler au calme et au retour de *l'ordre républicain*.

Les mêmes qui appellent à ce calme et à cet *ordre républicain*, se gardent bien de dire pourquoi nous en sommes arrivés là ! Et pour cause, ils connaissent pertinemment leurs responsabilités : celle de diri-

geants de l'ordre social capitaliste qui écrasent les salariés et enferment dans la misère et des ghettos urbains des quartiers *sensibles* des millions de travailleurs et de jeunes. Dans la dernière période, des millions de salariés ont manifesté pacifiquement pour faire valoir leurs droits. Qu'ont-ils obtenu ? Rien que la répression qui s'abat aujourd'hui contre ceux qui ont mené les luttes !

Soyons clair, nous ne pensons pas qu'attaquer des bâtiments publics et piller des magasins soient par nature des actes révolutionnaires, mais nous pensons qu'ils reflètent une révolte et une colère qui viennent de loin et qui prennent racine dans le système d'exploitation capitaliste.

Ce système pour obtenir les profits les plus élevés s'emploie à exploiter le travail salarié. Depuis des décennies, il s'emploie à détruire les conquêtes sociales de la classe ouvrière et à détruire les organisations ouvrières qui organisent et appellent à une résistance collective, il favorise celles qui ne mettent pas en cause l'ordre capitaliste et collaborent à la mise en œuvre de sa politique, il organise une ségrégation sociale visant à parquer les plus pauvres et les plus précaires dans des zones de *quasi non-droit* où, à la violence du capitalisme et de son État, s'ajoute celle des mafias et des réseaux de drogues.

L'Observatoire des Inégalités fait observer que dans ces zones, c'est le *sur-chômage* qui domine. Un quart des actifs y sont au chômage et c'est encore plus flagrant pour les moins de 30 ans où ce taux atteint 33%. C'est plus du double que celui des quartiers populaires dit *non-prioritaires*!

Quand Macron ose sermonner les parents qui ne contrôlèrent pas leurs enfants, il fait semblant d'ignorer que les grands-parents de ces enfants, souvent des ouvriers, ont été les premières victimes du chômage lié à la désindustrialisation résultat des délocalisations dans les pays à bas coût de la force de travail, que leurs parents qui subissent les petits boulots les plus dégradants, les plus précaires, les plus mal payés et se débattent eux-mêmes dans des difficultés terribles pour faire vivre leurs familles. Ce qui se résume souvent par l'impossibilité d'assurer en même temps le paiement du loyer, le couvert, l'éducation

des enfants, souvent victimes d'un échec scolaire et qui subissent une dégradation sans précédent des services publics au *bénéfice* d'un assistantat humiliant. Si les dames patronnesses du XIX^e et XX^e siècle ont disparu, les ONG, certaines associations, les prêcheurs en tout genre et les *grands frères* ont pris le relai, mais le principe est le même : contenir la colère et empêcher une prise de conscience révolutionnaire.

Les travailleurs conscients de la nécessité d'un changement de société et qui travaillent à son organisation doivent donc porter une attention toute particulière à la signification des événements en cours et ne pas se laisser berné par les discours sur la *concorde nationale* et *l'ordre républicain*. Ils doivent mesurer que leurs luttes ne peuvent laisser sous l'œil des radars le cri venu des profondeurs que porte cette révolte, qui si elle peine à désigner clairement l'adversaire de classe n'en est pas moins révélatrice et porteuse d'une soif que les choses changent en profondeur.

Cest parce que nous pensons qu'il n'y a pas de lutte politique et sociale pour abattre le capitalisme sans un parti révolutionnaire que nous avons créé le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES et que nous posons en permanence la question de son renforcement.

<input type="checkbox"/> Pour adhérer
<input type="checkbox"/> Prendre contact
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 27, Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code postal :
Tél perso :
E-mails :

Appel du 9^{ème} Congrès du Parti Révolutionnaire Communistes

Les 16 et 17 juin notre Parti a tenu son congrès. Les principales questions ont été : que faut-il faire pour imposer un changement fondamental de politique, le rôle de la lutte économique et sociale, la lutte politique anticapitaliste, la politique que notre parti propose aux travailleurs, à la jeunesse, aux retraités, au peuple.

La situation des travailleurs et du peuple se détériore.

Le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Macron est au pouvoir pour amplifier la mise en œuvre de cette politique. «*Nous sommes déterminés à accélérer les réformes* » a répété Elisabeth Borne.

Le mécontentement profond et les inquiétudes pour l'avenir sont au cœur des préoccupations des travailleurs et de la jeunesse de notre pays. Tout au long de ces derniers mois, ce mécontentement et ces inquiétudes se sont manifestés par des mouvements puissants de grève et de manifestations et tout particulièrement contre la réforme des retraites.

Le patronat et le pouvoir ne veulent rien lâcher et poussent pour aller plus loin dans les reculs sociaux. Ce qui est en cause, ce sont les intérêts du capitalisme qui entend toujours plus exploiter les travailleurs pour les profits. Réduire les salaires, les pensions, les droits sociaux, privatiser, liquider les services publics, précariser le travail et réprimer ceux qui refusent par la lutte de se soumettre à cette logique sont leurs outils.

Partout dans un monde dominé par le capitalisme

Partout dans un monde dominé par le capitalisme il en est ainsi et la concurrence est si féroce entre les monopoles et leurs États que leurs affrontements conduisent à des guerres meurtrières partout dans le monde où les travailleurs sont à la fois la chair à canon et les victimes de reculs sociaux et démocratiques et notamment aujourd'hui avec la guerre en Ukraine où s'affrontent les puissances impérialistes. Quand les crédits de guerre augmentent partout dans le monde et en France aussi, c'est au détriment des travailleurs et du peuple.

Les travailleurs se battent courageusement

Dans cette situation de lutte exacerbée entre les puissances capitalistes, formant ce que l'on nomme le système impérialiste, les États prenant prétexte des conditions nouvelles qui émergent avec les changements climatiques sont entrés dans une compétition basée sur ce qu'ils nomment *la transition écologique* pour le financement massif de leurs grands monopoles capitalistes et le moins disant social, créant une situation particulièrement défavorable pour les travailleurs et la jeunesse soumis aux aléas de cette concurrence féroce. Ils veulent en réalité financer leurs investissements par une surexploitation du travail salarié.

Bien sûr face aux attaques répétées et violentes du patronat et du pouvoir, les travailleurs se battent courageusement et ils l'ont montré dans la période récente. Tout indique que sans ces luttes les reculs seraient encore plus douloureux.

Il n'y a pas d'autre chemin que celui de la lutte des classes ferme et résolue

Il n'y a pas d'autre chemin que celui de la lutte des classes ferme et résolue, l'histoire nous apprend deux choses. La première c'est que les luttes sont le moyen de faire reculer les prétentions des capitalistes, la deuxième, c'est que dès que le rapport des forces fléchit, alors, le capital et le pouvoir à sa solde tentent de tout reprendre!

Pour changer en France il faut avoir la volonté politique de s'attaquer au pouvoir des multinationales, et à leurs puissances financières qui nous gouvernent.

Tous les partis veulent capter le mécontentement et se posent en relève dans le système capitaliste lui-même... Les Républicains, le Rassemblement National de M. Le Pen sont au service du capital, ils poursuivront la politique qu'il leur dicte- ra. Le PCF, la France Insoumise, les Verts... n'ont pas pour objectif de s'attaquer au capitalisme.

Le seul objectif du capitalisme est la recherche permanente du profit maximum. Partout il exploite les peuples. Alors que des progrès considérables ont été réalisés lors des dernières décennies, donnant à l'humanité d'immenses possibilités nouvelles pour répondre aux défis actuels, il bloque toute solution qui fait obstacle à la recherche du profit. La concurrence mondiale capitaliste est féroce pour exploiter les ressources, la conquête des marchés, pour dominer politiquement et militairement. Les impérialistes, dont la France, font la guerre partout dans le monde, détruisant des nations, des peuples chassés de leur pays par la guerre, la misère. **Le capitalisme, c'est ça.** Partout, des peuples luttent, agissent. Nous sommes solidaires, nos luttes convergent.

Cela nous amène à la question décisive comment sortir de cette situation?

Si nous sommes d'accord que c'est le système capitaliste à son stade impérialiste lui-même qui est cause de tous les malheurs des travailleurs, de la jeunesse et du peuple, alors, il faut s'en débarrasser et le remplacer par une société sans exploitation du travail salarié, une société de coopération et de paix de ceux qui produisent les richesses c'est à dire les travailleurs: une société socialiste .

Pour cela, ils doivent s'unir et agir pour conquérir le pouvoir économique et politique de la Nation et diriger le pays dans le sens de leurs intérêts particuliers et collectifs de travailleurs.

Notre parti est un parti révolutionnaire

Pour changer de politique, il faut arracher aux capitalistes les moyens économiques, financiers, prendre le pouvoir politique. La propriété des moyens de production et d'échange doit revenir au peuple et être gérée pour la satisfaction des besoins sociaux.

Cela ne se fera pas seul, il faut des luttes sociales et politiques, il faut un parti révolutionnaire et une organisation syndicale de classe qui les organisent. C'est à ce travail que dès sa création s'est attelé notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES.

Son renforcement par votre adhésion est le plus sûr moyen d'avancer.

Venezuela: bas les pattes devant le Parti Communiste du Venezuela

Dans notre Hebdo Communistes N° 823, nous apportons notre soutien au Parti Communiste du Venezuela objet d'attaques renouvelées organisées par la direction du Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) et qui visent à interdire ce parti qui lutte pour la défense des droits des travailleurs et contre les attaques de l'impérialisme états-unis. C'est dans ce sens que nous avons protesté auprès de l'ambassade du Venezuela à Paris⁽¹⁾

Nos amis vénézuéliens viennent de nous écrire pour nous remercier de notre initiative. Nous publions ici leur courrier À Responsable des relations internationales du Parti Révolutionnaire Communistes

Nous vous adressons un salut fraternel. Veuillez transmettre à la direction et à tous les militants de votre Parti la profonde gratitude du Parti Communiste du Venezuela (PCV). Merci beaucoup pour votre solidarité inébranlable et vos efforts pour contenir l'offensive anticommuniste contre notre Parti. Nous vous tiendrons informés des développements.

Fraternellement Hector Alejo Rodríguez Secrétaire des Relations Internationales du CC-PCV

Une fois de plus nous assurons le PCV de notre solidarité internationaliste.

⁽¹⁾ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/2314-halte-a-la-campagne-anti-communiste-contre-le-parti-communiste-du-venezuela>

Venezuela :

Halte à la répression contre les syndicalistes de classe

La Centrale unitaire des travailleurs du Venezuela (CUTV) et le Front national pour la lutte de la classe ouvrière (FNLCT), réaffirment leur condamnation de la privation illégitime de liberté imposée aux dirigeants syndicaux de l'entreprise Siderúrgica del Orinoco Leonardo Azócar et Daniel Romero et dénoncent leur disparition organisée par la Direction Générale du Contre-espionnage Militaire (DGCIM). En effet, depuis le 11 juin et pendant plus d'une semaine, leurs familles ont ignoré le lieu où ils étaient incarcérés. Ce n'est qu'il y a quelques jours après des mobilisations menées pour leur libération, qu'il a été possible de connaître leur lieu de détention. Cependant, les membres de la famille et leur défenseur n'ont pas pu

voir ou parler avec Leonardo et Daniel, ils ne sont donc pas au courant de l'état de santé physique et psychologique des deux camarades. La CUTV et le FNLCT dans un communiqué : " *condamnent de telles pratiques qui sont absolument en violation de l'État de droit, inscrit dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela (en particulier dans les articles 44, 45, 49) et demandent aux autorités de permettre aux proches de voir, de parler et de connaître l'état de santé de ces deux travailleurs emprisonnés.* " La CUTV et le FNLCT soulignent qu'une telle situation: " *fait partie de l'attaque systématique contre l'ensemble de la classe ouvrière et de ses droits, qui comprend la criminalisation croissante des luttes ouvrières. Une fois de plus, nous appelons l'ensemble du mouvement syndical et de la classe ouvrière à faire preuve de solidarité combative avec ces deux travailleurs*

criminalisés, Leonardo Azócar (secrétaire du travail et des revendications du syndicat SUTISS) et Daniel Romero (délégué syndical départemental), ainsi que également avec les travailleurs de l'acier qui sont poursuivis par une mesure de précaution inconstitutionnelle qui interdit le droit de manifester et de s'exprimer librement, une mesure obtenue par l'employeur par le biais d'un tribunal complaisant et complice de la politique anti-ouvrière élaborée par l'exécutif national".

Notre Parti révolutionnaire COMMUNISTES qui n'a jamais manqué de soutenir la lutte du peuple vénézuélien contre l'agression impérialiste dont il est l'objet ne peut accepter les atteintes aux libertés contre les militants ouvriers qui se battent sur des positions de classe et réaffirme son soutien internationaliste à la CUTV et au FNLCT ainsi qu'au Parti Communiste du Venezuela.

À Jénine, l'enfermement des palestiniens dans des ghettos à l'image de Gaza

Lundi 3 juillet, dans le silence assourdissant de la "communauté internationale", le régime israélien d'apartheid a commis un véritable carnage dans le camp de réfugiés de Jénine en territoire palestinien occupé. L'Agence media Palestine, recense 10 palestiniens assassinés à Jénine et plus de 100 blessés dans ce qui constitue la plus grande invasion d'une ville palestinienne depuis 2002. Des milliers de personnes ont dû fuir leurs maisons dans le camp de réfugiés de Jénine pour éviter la mort.

Comme Gaza, Jénine est depuis longtemps un bastion de la résistance palestinienne et est, en tant que telle, la cible d'une répression féroce. Depuis plus d'un an, l'armée israélienne mène une opération militaire dans la ville, bouclant régulièrement la région pendant que des troupes s'introduisent dans les maisons de civils et détruisent des infrastructures publiques

quasiment chaque semaine. Les résistants palestiniens, mènent un combat ininterrompu rendent l'invasion des troupes israéliennes compliquée ; ce qui a obligé l'armée à se rabattre sur ses forces aériennes la semaine dernière. Enfermer une partie du peuple palestinien dans des ghettos qui seront sous un contrôle militaire de l'État colonisateur ; comme c'est déjà le cas à Gaza, c'est nier l'existence d'un État palestinien pourtant reconnu par l'ONU. Cette négation d'un État palestinien est la position officielle du pouvoir colonial qui s'appuie sur l'idée qu'il n'y a pas de peuple palestinien. silence dans les rangs ! États-unis en tête et la France dans le peloton des suivistes continuent d'appuyer sans réserve l'apartheid et le racisme d'État du colonisateur.

Comme nous l'écrivions dans notre Hebdo N°827 : "La question se pose désormais de l'avenir du peuple palestinien, dans

un État, qui ne peut pas être celui que feint de diriger la fantoche autorité palestinienne. Cela passe par la fin de l'État théocratique d'Israël, tel qu'il existe aujourd'hui et la défaite des fascistes qui le dirigent. Il est de l'intérêt des travailleurs du monde entier de soutenir la juste lutte des Palestiniens pour un État dans lequel ils puissent vivre, un État laïque. Le Parti Révolutionnaire Communistes est de ce combat. Nous exigeons également le droit au retour pour tous les Palestiniens exilés depuis des décennies et que, d'ores et déjà, la France rompe ses relations diplomatiques avec l'État criminel et oppresseur d'Israël."

Communistes

commission paritaire : N° 0325 P 11306
directrice de publication : Christine PICAVEZ
3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois
E'mail: communistes@sitecommunistes
- imprimé par nos soins-